SUPPLEMENT DE L'ABEILLE.

VENDREDI MATIN, 1er SEPTEMBRE

1876.

CAMPAGNE ELECTORALE PRESIDENTIELLE

PROGRAMME DE LA CONVENTION DEMOCRATE-NATIONALE.

LE PROGRAMME ET LES CANDIDATS DU PARTI DEMOCRATE NATIONAL.

Nous, délégués du parti démocrate des Etats-Unis assemblés en convention nationale, déclarons que l'administration du gouvernement fédéral a le plus grand besoin d'une réforme immédiate. Nous enjoignons aux candidats désignés par cette convention et par le parti dans chaque Etat de faire tous leurs efforts pour amener la réforme si nécessaire; nous invitons nos concitoyens de toutes les anciennes organisations politiques à se joindre à nous pour nous aider à remplir ce grand et présent devoir patriotique.

Au nom de la démocratie de tout le pays, nous proclamons de nouveau notre foi dans la permanence de l'Union fédérale; notre dévouement à la Constitution des Etats-Unis et à ses amendements acceptés partout comme un règlement définitif des différends qui ont engendré notre guerre civile. Nous proclamons une confiance inébranlable dans la perpétuité du self-government républicain.

Dans une obéissance absolue au vœu de la majorité—principe vital de la république; dans la suprématie de l'autorité civile sur l'autorité militaire; dans la séparation entière de l'Eglise et de l'Etat dans l'intérêt de la liberté civile et de la liberté religieuse; dans l'égalité de tous les citoyens devant des lois justes faites par eux-mêmes; dans la liberté individuelle que ne doivent gêner en rien des lois somptuaires; dans la vertueuse éducation de la jeunesse, afin que celle-ci puisse conserver et transmettre ces conditions de bonheur à ses descendants, nous voyons les plus nobles fruits de cent années d'une histoire accidentée. Mais tout en resserrant les liens de son Union et en défendant la grande charte de ses droits, un peuple libre est tenu de se rappeler qu'une vigilance éternelle est la sauvegarde de la liberté. La réforme est indispensable pour faire renaître dans les cœurs des citoyens l'amour de l'union; pour nous mettre à l'abri du danger d'une centralisation corrompue qui, après avoir infligé à dix Etats la rapacité et la tyrannie de carpet-baggers, a été une cause de gaspillage et de fraude parmi les officiers incapables du gouvernement fédéral lui-même; qui a engendré des administrations corrompues dans les Etats et dans les municipalités et a paralysé l'industrie. La réforme est nécessaire pour établir une monnaie qui mérite la confiance et ramener le crédit; et pour maintenir l'honneur national.

Nous dénonçons l'insuccès qui durant onze ans, n'a pas permis de faire honneur à la promesse inscrite sur les billets legal tenders dont la valeur change dans les mains du peuple, et qui, n'ayant pas été rachetés, restent comme une preuve que l'engagement pris au nom de la nation a été violé. Nous dénonçons l'imprévoyance qui, en onze ans de paix, a arraché au peuple, sous la forme de taxes fédérales, trois fois le montant des billets legal tenders et gaspillé quatre fois cette somme en dépenses inutiles, sans accumuler une réserve quelconque destinée au paiement de ces obligations.

Nous dénonçons l'inhabilité financière et l'immoralité du parti qui, en onze ans de paix, n'a pas fait un pas vers le rachat, qu'il a, au contraire, empêché en gaspillant nos ressources, en épuisant tout le surplus de notre revenu; qui, tout en annonçant, chaque année, son intention de reprendre les paiements en espèces, y a mis, chaque année de nouvelles entraves, parmi lesquelles nous citerons la clause de rachat de la loi de 1875—clause que nous dénonçons et dont nous demandons le rappel; nous exigeons un système judicieux d'acheminement par des économies publiques, par des retranchements officiels et une sage politique financière qui mette la nation à même de garantir à tout le monde qu'elle est parfaitement capable et parfaitement prête à tenir toutes ses promesses sur la demande des créanciers qui ont droit au remboursement.

Nous croyons qu'un tel système bien conçu et surtout remis à des mains compétentes pour être exécuté, sans créer à aucun moment une rareté artificielle de papier-monnaie, sans jamais alarmer l'esprit public par un retrait de ce vaste instrument de crédit, qui sert aux transactions de 95 pour cent de nos affaires; nous croyons qu'un système franc, public, et qui inspire la confiance générale, produirait, dès le jour où il serait adopté, un soulagement immédiat à toutes les branches de notre industrie épuisée, et remettrait en marche les rouages du commerce, des manufactures et des arts mécaniques, rendrait du travail aux ouvriers, et renouvellerait, dans toute sa source nationale, la prospérité du peuple. La réforme est nécessaire dans le montant et dans la perception des taxes fédérales pour affranchir le capital de toute panique, et alléger le fardeau qui pèse sur le travail.

Nous dénonçons le tarif actuel levé sur près de 4000 articles comme un chef d'œuvre d'injustice, d'inégalité et de fausseté; il donne un revenu diminuant et non augmentant chaque année; il a appauvri nombre d'industries pour en subventionner quelques unes; il prohibe l'importation qui pourrait acheter les produits du travail américain; il a fait descendre le commerce américain du premier rang à un rang inférieur sur les mers; il a écourté les ventes des fabriques américaines à l'intérieur et à l'étranger ainsi que les résultats de l'industrie agricole américaine suivie par la moitié de notre population; il coûte au peuple cinq fois plus qu'il ne produit au trésor; il obstrue les procédés de la production et ruine les fruits du travail; il favorise la fraude et encourage la contrebande; il enrichit des officiers infidèles et cause la banqueroute d'honnêtes négociants. Nous demandons que les droits de douane soient imposés seulement pour le revenu.

La réforme est nécessaire dans l'échelle des dépenses publiques, fédérales, d'Etat et municipales; la taxe fédérale s'est élevée de 60,000,000 en or en 1860 à $450,000,000 en circulation de papier en 1870; notre taxe générale de $154,000,000 en or en 1860 à $730,000,000 en circulation de papier en 1870, ou en une décade, de moins de cinq dollars par tête à plus de 18 dollars par tête.

Depuis la paix le peuple a payé aux collecteurs de taxes plus de trois fois la dette nationale et plus de deux fois cette somme pour le gouvernement fédéral seul. Nous demandons une rigoureuse économie dans chaque département et de la part de tout officier du gouvernement. La réforme est nécessaire pour mettre un terme aux concessions extravagantes de terres publiques qui en ont privé les vrais colons, par le parti au pouvoir qui a gaspillé 200 millions d'acres pour les chemins de fer seuls et qui sur un total de plus de trois fois cette somme a disposé de moins d'un sixième directement pour les laboureurs du sol.

La réforme est nécessaire pour corriger les omissions du Congrès républicain et les erreurs de nos traités et de notre diplomatie qui ont privé nos concitoyens d'origine étrangère de la protection de la citoyenneté américaine et ont exposé nos frères de [illegible] Pacifique aux incursions d'une race ne venant pas de la même grande souche, et à laquelle est refusée la citoyenneté par la naturalisation, comme n'étant ni accoutumée aux traditions d'une civilisation progressive, ni exercée à la liberté sous des lois d'égalité.

Nous dénonçons la politique qui écarte ainsi les Allemands, amis de la liberté, et autorise le renouvellement du commerce coolie pour les femmes mongoliennes importées pour un but immoral et les Mongoliens loués pour exécuter un travail servile.

Nous demandons des modifications au traité avec l'empire chinois ou une législation par le Congrès, dans les limites constitutionnelles, qui empêchent l'importation ultérieure ou l'immigration de la race mongolienne.

La réforme est nécessaire et ne pourra jamais être effectuée qu'en faisant de cette question la question prépondérante des élections et en la mettant au-dessus des [illegible] deux faux [illegible] fonctionnaires et le parti qui [illegible] à l'étouffer; [illegible] avec lesquelles ils [illegible] plus ardent l'esprit de secte dans les écoles publiques dont l'établissement et l'entretien appartiennent exclusivement aux divers Etats, et que le parti démocrate a chéries depuis leur fondation et qu'il est résolu à maintenir sans partialité ni préférence pour toute classe, secte ou croyance et sans leur contribuer le trésor à l'avantage d'aucune et la fausse question par laquelle ils cherchent à raviver le feu de la haine sectionnelle entre des populations alliées autrefois ennemies, mais maintenant réunies dans une république indivisible et une commune destinée.

La réforme est nécessaire dans le service civil. L'expérience prouve que l'on ne peut gouverner avec une économie effective si le service civil est soumis à des changements à chaque élection et s'il devient la proie offerte au scrutin comme une courte récompense du zèle de parti, au lieu d'offrir des postes d'honneur réservés à la capacité éprouvée, et conservés à ceux qui sont fidèles dans les emplois publics, et que la dispensation du patronage ne devrait être ni une taxe prélevée sur le temps de tous nos hommes publics, ni l'instrument de leur ambition.

Ici encore des professions de foi que l'événement a démenties prouvent que le parti au pouvoir ne peut opérer aucune réforme pratique ou salutaire.

La réforme est nécessaire même encore plus dans les rangs les plus élevés du service public. Le président, vice-président, les juges, les sénateurs, les représentants, les membres du Cabinet, ceux-là et tous les autres dépositaires de l'autorité sont les serviteurs du peuple. Leurs emplois ne sont pas des postes avantageux et privés, c'est un mandat public.

Quand les annales de cette République sont ternies par la censure d'un Vice-Président, d'un ex-Orateur de la Chambre des Représentants, faisant trafic de règlement dans ses fonctions de président; de trois Sénateurs profitant secrètement de leurs votes comme législateurs; de cinq présidents des principaux comités de la dernière Chambre des Représentants compromis dans des tripotages, d'un ex-Secrétaire du Trésor falsifiant les comptes des deniers publics, d'un ex-avocat-général faisant un emploi inégal de l'argent de l'Etat, d'un Secrétaire de la marine qui s'est enrichi, ou qui a enrichi ses amis en prélevant un tant pour cent sur les profits des soumissionnaires de son département, d'un ambassadeur, à Londres, censuré pour une spéculation véreuse, du secrétaire privé du Président échappant à grand' peine à une condamnation comme complice des fraudes sur le Revenu; d'un Secrétaire de la guerre mis en accusation pour hauts crimes et pour des malversations qu'il avoue; c'est une démonstration complète que la première mesure à prendre doit être le choix public d'hommes honnêtes dans les rangs d'un autre parti de peur que la maladie d'une organisation politique ne gagne le corps entier.

Et si nous n'opérons aucun changement d'hommes ou de parti, nous ne pourrons venir à bout d'aucun changement dans les mesures ni d'aucune réforme.

Tous ces abus, ces torts, ces crimes, résultat de seize ans de prépondérance du parti républicain, imposent la nécessité d'une réforme, nécessité avouée par les républicains eux-mêmes. Mais leurs réformateurs ont été battus dans la convention et éloignés du cabinet. La masse des honnêtes électeurs du parti est impuissante à résister à quatre-vingt mille fonctionnaires, à leurs chefs et à leur meneurs.

La réforme ne peut être obtenue que par une révolution civile pacifique. Nous exigeons un changement de système, un changement d'administration, un changement de partis, pour arriver à un changement de mesures et d'hommes.

Samuel J. Tilden.

Samuel J. Tilden descend d'une famille anglaise; plusieurs de ses ancêtres ont été maires de Tenterden, comté de Kent, Angleterre. L'un d'eux, Nathaniel Tilden, vint, en 1634, s'établir à Scituate, dans la colonie de Massachusetts. Le frère de celui-ci, Joseph, fut un des marchands de Londres qui expédièrent le "May Flower" à bord duquel furent transportés ceux qu'on appela les "Pèlerins." Le grand père du gouverneur Tilden, John, avait quitté le Massachusetts, avant la révolution, pour venir se fixer dans le comté de Columbia, Etat de New-York. Le père de Sam. J. Tilden était fermier et marchand à New Lebanon et avait la réputation d'être un homme d'un grand bon sens pratique. Van Buren qui le consultait souvent resta jusqu'à sa mort un de ses amis les plus intimes. C'est à New Lebanon, en 1814, que naquit Sam. J. Tilden. Sa mère descendait de William Jones, lieutenant-gouverneur de la colonie de New Haven.

Le jeune Tilden prit goût de bonne heure aux discussions politiques qu'il entendait chez son père et, en 1832, il attira l'attention sur lui par un écrit dans lequel il résuma d'une façon remarquable, les vues qu'il avait entendu exprimer par son père et ses amis sur les contestations politiques du jour; c'était l'époque où le général Jackson était porté pour la seconde fois à la présidence avec Martin Van Buren comme vice-président et où William L. Marcy devenait gouverneur de New York. L'écrit fut soumis à Van Buren qui y trouva un tel mérite qu'il le fit publier dans l'*Argus* d'Albany.

C'est après ce coup d'essai que S. J. Tilden entra au collège Yale pour y compléter ses études. Après avoir terminé son éducation académique à l'Université de New York, il entra dans le cabinet de John W. Edmunds où il étudia le droit tout en continuant à suivre la politique avec un goût prononcé. En 1837, bien qu'encore étudiant il publia sous le pseudonyme de "Crino" une série d'articles dans lesquels il défendait le président Van Buren et soutenait la politique financière de celui-ci: la séparation du gouvernement d'avec les Banques et le rachat en espèces du papier du gouvernement.

En 1838, Tilden fit ses débuts oratoires dans un meeting du comté Columbia, en improvisant en réponse au sénateur des Etats-Unis, Talmadge, un exposé de la politique financière de la démocratie, en opposition à l'établissement d'une Banque des Etats-Unis. Un autre discours sur cette question prononcé par lui en 1840 à New Lebanon, peut encore être consulté comme contenant tous les arguments sur la question.

Reçu avocat, Tilden s'établit à New York et, en 1844, pendant la campagne qui aboutit à l'élection de Polk comme président et de Silas Wright comme gouverneur de New York, il fonda, de concert, avec John O'Sullivan, le *Daily News*.

Sa carrière politique commence en 1845; il est élu successivement représentant à la législature, puis membre d'une convention chargée de refaire la Constitution de l'Etat. La maturité de son jugement, la netteté de ses vues le font remarquer dans ces deux assemblées.

En 1846, diverses circonstances engagent le jeune Tilden à se retirer momentanément des luttes actives de la politique pour se consacrer aux soins de sa profession, dans laquelle il ne tarde pas à atteindre au premier rang, accroissant rapidement sa fortune ainsi que sa réputation. Son nom se trouve attaché à quelques causes célèbres de l'époque. A partir de 1855, Tilden se trouve chargé comme avocat, d'intérêts d'une haute importance. Plus de la moitié des chemins de fer au Nord de l'Ohio et entre les rivières Hudson et Missouri, sont compromis par de graves embarras et de nombreux procès, et Tilden, grâce aux ressources de son esprit et à son zèle, est assez heureux pour assurer une solution favorable aux complications qui menacent l'existence des lignes qui lui ont confié leurs intérêts. Il reçoit naturellement de beaux honoraires et c'est là une des principales sources de sa fortune. Il acquiert en même temps une profonde connaissance de toutes les affaires relatives aux voies de communication, connaissance qu'il utilisera plus tard.

Lorsque la guerre est sur le point d'éclater entre le Nord et le Sud, Tilden joint ses efforts à ceux des patriotes qui cherchent à amener une réconciliation entre les deux sections. Bien que [illegible] C'est ainsi qu'il conseille au secrétaire du Trésor, Chase, d'établir un système financier solide pour soutenir la guerre, au lieu de fabriquer une quantité indéfinie de papier monnaie.

Mais c'est dans une autre guerre que celle de la sécession que Tilden doit se rendre célèbre.

Un ring ou coterie formidable s'était établi dans l'Etat de New York pour contrôler l'administration des affaires financières de la ville de New York. Le ring composé à New York de six superviseurs républicains et de six superviseurs démocrates avait acheté la législature républicaine d'Albany, et fait voter une nouvelle charte qui mettait les finances de la ville à la merci des conspirateurs.

Il a été établi que sur un ordre de paiement de six millions de dollars émis dans le mois qui avait suivi l'adoption de la charte, 66 pour cent avaient passé aux membres du ring. Tweed avait reçu 24 pour cent, son agent Woodward 7, le [illegible] 10, Watson, député-auditeur, 5, quelques autres 20 pour cent [illegible] aux fournisseurs [illegible] Plus de $200,000 avaient été distribués entre les membres de la législature d'Albany. On sait que Tweed, en quatre ou cinq ans avait ainsi volé plus de vingt [illegible] que Tilden, aidé d'O'Conor, entreprit de briser le ring en commençant [illegible] Il fallait changer la composition de la législature et empêcher la réélection des [illegible] de Tweed et Connolly. [illegible]

Avoir brisé la monstrueuse corporation de Tweed et de ses complices restera un des plus beaux titres de gloire de Tilden. Il lui a fallu déployer pour arriver à ce résultat, non seulement un grand courage moral, mais une énergie et une persévérance à toute épreuve.

Dans la législature, Tilden continua sa lutte en faveur des réformes et à la fin de la session, son nom fut mis en avant comme candidat aux fonctions de gouverneur. Il eût préféré être envoyé au Sénat des Etats-Unis, mais il ne voulait pas qu'il fût dit qu'il avait reculé devant l'épreuve du vote populaire. Il devait avoir pour concurrent le gouverneur John A. Dix, élu par le parti républicain deux ans avant avec une pluralité de 55,451 voix et qui devait croire sa réélection facile.

Tilden accepta la nomination et fut élu avec une pluralité de 53,315 voix. La popularité qu'il avait acquise, les réformes déjà accomplies, la confiance qu'il inspirait avaient suffi pour déplacer 108,000 voix au profit de la démocratie.

Elu gouverneur, Tilden ne crut pas la lutte terminée et ne songea pas un seul instant à se reposer. Son premier message est une nouvelle déclaration de guerre aux abus. Il s'attacha à obtenir la réforme judiciaire comme moyen d'arriver à la suppression des abus. Pendant son administration, il a réussi à renverser un autre ring presqu'aussi puissant que celui de Tweed, le ring des canaux. C'était s'attaquer à forte partie, car la plupart des intéressés étaient membres de la Législature.

L'opposition faite à la nomination de Tilden dans son propre Etat est venue de ce qu'il n'a pas plus ménagé les démocrates que les républicains dans la guerre qu'il a faite aux vols et aux abus. C'est là un titre de plus à la confiance du peuple américain.

Entré en fonctions comme gouverneur de New York le 1er janvier 1875, Tilden a déployé une activité incessante pour arriver à la réalisation des réformes recommandées par lui. Son premier message à la législature est un admirable document. Quelques jours après ce premier message, le nouveau gouverneur en adressait un spécial, à l'occasion de l'arbitraire et injustifiable invasion de la législature Louisianaise par des troupes de l'armée des Etats-Unis, prouvant par là que la Constitution et les droits des Etats trouveraient toujours en lui un ardent défenseur.

Par ce qu'il a fait pour son Etat, on peut juger de ce qu'il fera pour l'Union. En un an, grâce aux diverses mesures qu'il a fait adopter, la taxe d'Etat a été réduite d'environ 17 pour cent, et il a inauguré une politique financière par suite de laquelle la taxe d'Etat qui, à son entrée en fonctions, était de sept mills et demi par dollar, sera à l'expiration de son terme de deux ans réduite à quatre mills et abaissée encore d'un mill au bout d'une autre année.

Avec un homme comme Sam. J. Tilden à la tête de l'administration fédérale, les charges qui pèsent sous toutes les formes sur la nation peuvent être réduites de moitié dès la première année et la République peut émerger en très peu de temps de l'abîme de dette et de corruption où l'ont plongée quinze années d'administration radicale.

Samuel J. Tilden est aujourd'hui âgé de 63 ans. Il est encore plein de feu et d'énergie et il apportera dans l'exercice des hautes fonctions auxquelles il est appelé une ardeur nouvelle puisée dans la noble ambition de relever sa patrie comme il a relevé son Etat et de faire de 1876 une date glorieuse dans l'histoire des Etats-Unis.

L'enthousiasme avec lequel sa nomination a été partout accueillie nous permet de présager une victoire éclatante pour le candidat de la démocratie nationale.

Thos. A. Hendricks.

L'éminent patriote choisi comme candidat à la vice-présidence des Etats-Unis, par la convention démocratique nationale, Thomas Andrews Hendricks, est né dans l'Ohio en 1819. A l'époque où l'on commençait à parler de l'Indiana comme d'un Etat qui croissait rapidement, le père de T. A. Hendricks, vendit sa ferme dans l'Ohio et alla se fixer dans l'Indiana où il acheta des terres dont la valeur augmenta considérablement par l'accroissement de la population dans cet Etat.

Thomas, après avoir fait ses études au collège Hanover où il prit ses grades, alla étudier le droit à la célèbre école de Chambersburg en Pennsylvanie. Reçu avocat au bout de deux années d'études assidues, il alla s'établir au barreau d'Indianapolis où ses succès furent rapides.

C'est comme représentant à la législature de l'Indiana en 1848 qu'il commence sa carrière politique. Elu en 1850 membre d'une convention constitutionnelle, il se fit remarquer par sa connaissance approfondie du droit et son talent d'argumentation. En 1851 il fut envoyé au Congrès par le district d'Indianapolis qu'il représenta dignement pendant deux termes. Sous le président Buchanan, il remplit avec distinction les fonctions de commissaire du Bureau général des terres.

En 1860, Hendricks choisi comme candidat à la place de gouverneur par les démocrates, fut par suite de dissensions locales, battu par Henry S. Lane, républicain, qui ayant été porté au Sénat des Etats-Unis, laissa son poste à son lieutenant-gouverneur Morton (dit *bloody shirt*).

L'Indiana, qui avait été jusque là, un Etat fondamentalement démocrate, a été depuis très disputé entre les deux partis.

En 1862, ce ne fut qu'après une lutte très ardente que les démocrates réussirent à emporter la législature. Jesse D. Bright, qui servait son troisième terme sénatorial, fut expulsé du Sénat des Etats-Unis, sous prétexte de déloyauté, c'est-à-dire de sympathie avec le Sud. La législature nomma pour le remplacer Thos. A. Hendricks qui resta sénateur jusqu'en 1869 et, qui dans des circonstances très difficiles, eût l'honneur d'être considéré comme le chef de la petite phalange de sénateurs démocrates. Il fit une opposition vigoureuse et caractérisée par une grande audace aux odieuses mesures de reconstruction.

Lorsque le Président Johnson fut mis en accusation devant le Sénat, M. Hendricks fut l'un des Sénateurs qui défendirent avec le plus d'autorité le Président accusé. Sa réputation comme juriste s'accrut encore pendant ces débats.

Sa position dans le parti démocrate était telle qu'en 1868, il fut porté comme le candidat le plus éminent de l'Ouest à la présidence des Etats-Unis. [illegible]

LETTRE D'ACCEPTATION DU GOUVERNEUR TILDEN.

New-York, 4 août.—Voici la lettre d'acceptation du gouverneur Tilden:

Albany, 31 juillet 1876.

Messieurs,—Quand j'ai eu l'honneur de recevoir votre lettre, au nom de la Convention nationale démocratique, qui a eu lieu le 28 juin à St Louis, m'informant de ma nomination comme candidat du parti [illegible] à la présidence des Etats-Unis, je vous répondis qu'à mon premier loisir et conformément à l'usage, je préparerais et vous transmettrais une acceptation formelle. Je profite maintenant du premier intervalle qui s'est présenté dans mes obligations officielles pour remplir mon engagement.

La Convention, avant de faire ses nominations, a adopté une déclaration de principes qui, dans son ensemble, me semble être une sage exposition des besoins de notre pays et des réformes nécessaires pour ramener le gouvernement dans les bornes de ses fonctions véritables, pour restaurer la pureté de l'administration et pour rétablir la prospérité du peuple; mais quelques-unes de ces réformes sont si urgentes qu'elles méritent mieux qu'une approbation passagère.

Réformes dans les dépenses publiques.

La nécessité d'une réforme dans l'échelle des dépenses publiques, [illegible]

Le Sud.

[illegible]

SAMUEL J. TILDEN.

LETTRE D'ACCEPTATION DU GOUVERNEUR HENDRICKS.

[illegible]

THOMAS A. HENDRICKS.

DISCOURS du général Francis T. Nicholls

[illegible]

Campagne Electorale EN LOUISIANE.

PROGRAMME

Démocrate Conservateur de la Louisiane.

[illegible]